

*Taxe d'accise—Loi*

Alors, c'est le projet de loi C-80 qui est maintenant devant cette Chambre, et nous demandons aux Canadiens de l'accepter, afin d'aller de l'avant vers notre relance économique et une réduction du déficit. Ce n'est pas facile, monsieur le Président, mais nous devons le faire si nous voulons assainir notre économie.

*[Traduction]*

**M. Keith Penner (Cochrane-Supérieur):** Monsieur le Président, je trouve plutôt étrange et quelque peu inquiétant que nous ayons à débattre du projet de loi C-80, qui contient des mesures fiscales très injustes et peu sensées du point de vue économique, à l'ombre de la guillotine. La clôture sert un but valable dans notre Règlement, monsieur le Président, comme le savent tous les députés, mais je doute beaucoup de sa validité lorsque le parti au pouvoir jouit d'une majorité aussi écrasante. Je doute que les Canadiens jugent une motion de clôture justifiée quand le gouvernement est tellement majoritaire et l'opposition, tellement faible. Remarquez, cette faible opposition s'est montrée très vigoureuse et très efficace. Les députés qui ne s'en sont pas encore rendu compte n'ont qu'à demander aux Canadiens âgés comment, en alliant nos forces avec les leurs, nous avons réussi à amener le gouvernement à revenir sur sa décision mesquine et vindicative de réduire les prestations de retraite des personnes âgées.

● (1125)

Toutefois, je doute que la clôture soit justifiée pour une mesure qui accroît le fardeau fiscal comme le projet de loi C-80. Nous savons tous que la taxe de vente est régressive. Elle nuit surtout à ceux qui peuvent le moins se permettre de perdre ces quelques précieux dollars de plus. Elle fait monter l'indice des prix à la consommation. Je suppose que nous sommes devenus léthargiques au sujet de l'inflation, mais celle-ci est toujours présente et touche surtout ceux et celles qui ont le moins d'argent à dépenser. C'est dans les poches de ces gens-là que nous allons fouiller avec ces mesures fiscales mesquines qui n'ont absolument aucun sens du point de vue économique.

Par exemple, nous allons ajouter à la taxe sur l'essence. Dans la région d'où je viens, monsieur le Président, l'essence est déjà trop chère. En fait, nous payons le prix le plus élevé au pays, si l'on excepte le grand Nord. Nous payons beaucoup plus cher qu'ailleurs et cela nuit à notre industrie touristique. Je me demande vraiment comment les députés du nord de l'Ontario qui siègent sur les banquettes ministérielles peuvent permettre que cette nouvelle taxe sur l'essence soit imposée par le biais d'un projet de loi comme le projet de loi C-80. Comment le député de Timiskaming (M. MacDougall) et le député de Timmins-Chapleau (M. Gervais) peuvent-ils justifier aux yeux de leurs commettants cette hausse de la taxe sur l'essence?

Je vois que le député de Timmins-Chapleau est présent à la Chambre aujourd'hui. Il a fait savoir récemment qu'il voulait être mon associé. Il veut que nous travaillions ensemble à obtenir de meilleures conditions pour le nord de l'Ontario. Il a laissé entendre qu'il jouissait d'un bien meilleur accès auprès des ministres du cabinet. J'ai rejeté son offre d'association,

monsieur le Président. Je lui ai dit: «Non, merci». Je dois avouer que je suis peut-être allé un peu vite. Je voudrais reconsidérer cette offre. Je voudrais que le député de Timmins-Chapleau me prouve à moi, de même qu'à ses commettants et aux miens, qu'il peut faire quelque chose à propos de cette taxe sur l'essence. Peut-il obtenir du ministre des Finances (M. Wilson) qu'il revienne sur sa décision d'imposer cette nouvelle taxe sur l'essence? Si oui, je reconsidérerai peut-être son offre d'association. Après tout, je sais que nous sommes ici au service de nos électeurs, non de nos partis politiques. Si cette hausse de taxe pouvait être supprimée, le député de Timmins-Chapleau et moi-même pourrions alors peut-être conjuguer nos efforts et obtenir des avantages du gouvernement pour le nord de l'Ontario, de ce gouvernement qui a malmené les programmes de création d'emploi et de développement régional. Il lui a fallu bien peu de temps pour défaire le bon travail accompli par le gouvernement libéral précédent.

Parlons quelques instants de la hausse du prix de l'essence. Si l'on additionne la majoration de la taxe d'accise et la surtaxe, il s'ensuit que le prix de l'essence va augmenter d'environ 4 p. 100. Selon l'Association de l'industrie du tourisme, il résultera que 900,000 Américains ne viendront pas au Canada. Le député de Timmins-Chapleau sait que beaucoup d'Américains visitent le nord et nous voulons qu'ils soient encore plus nombreux.

● (1130)

Le visiteur moyen dépense environ \$82 par jour. Pour chaque dollar dépensé, le coefficient multiplicateur est d'à peu près \$1.79. On peut donc en déduire que la hausse du prix de l'essence coûtera à notre économie environ \$135 millions. Voilà pourquoi j'estime que cette taxe injuste est économiquement absurde. En outre, le secteur du tourisme va perdre 5,325 emplois.

Je ne sais pas ce qui s'est passé au Cabinet quand cette proposition a été faite, mais je veux bien croire que le ministre d'État chargé du Tourisme (M. Murta) s'y est vigoureusement opposé. Il a dû se montrer intraitable et dire à ses collègues: «Pas question d'une telle augmentation. Elle nuira à ma circonscription. Je vais défendre jusqu'à la mort le secteur touristique». Le ministre du Commerce extérieur (M. Kelleher), député de Sault-Sainte-Marie, a dû appuyer vivement le ministre d'État chargé du Tourisme. Quand cette question a rebondi au caucus, j'imagine que le député de Timiskaming (M. MacDougall) et le député de Timmins-Chapleau ont joint leurs efforts à ceux du ministre pour s'opposer à cette taxe. Mais en vain.

Nous verrons comment l'économie du nord de la province sera affectée, car les députés de cette région constateront que l'industrie forestière stagne et qu'elle ne crée plus d'emplois. Les prix du bois à pâte ont chuté. Pas de nouveaux marchés, pas de nouveaux emplois. Nous nous maintenons, mais nous ne prenons plus d'expansion.

Le secteur minier ne vaut guère mieux, sauf l'or, et il n'y a pas d'espoir à moins que les prix mondiaux des métaux ne connaissent un soudain redressement. Le marché des métaux étant saturé, ce secteur ne peut créer d'emplois.